



Participation du Chef de l'Etat Burundais aux funérailles de S.E Hage G. Geingos, ancien Président Namibien



Le Chef de l'Etat Burundais Son Excellence Evariste Ndayishimiye, accompagné par la Première Dame S.E Angeline Ndayishimiye, est arrivé à Windhoek le Samedi 24/2/2024 pour prendre part aux obsèques de Son Excellence Hage G. Geingob, ancien Président de la République de Namibie décédé le 4 février 2024. Arrivé à l'Aéroport International, il a été accueilli par le Ministre Namibien ayant le tourisme dans ses attributions.

Aussitôt arrive dans la ville de Windhoek, Son Excellence Evariste Ndayishimiye s'est rendu au stade de l'Indépendance, pour prendre part aux

cérémonies commémoratives de l'illustre défunt, organisées par le Gouvernement Namibien, à la veille des cérémonies funéraires.

Aux côtés de nombreux Chefs d'Etat et de Gouvernement venus soutenir la République Namibienne, Son Excellence Evariste Ndayishimiye a réitéré, au nom du Gouvernement Burundais et du Peuple Burundais, ses condoléances et sa sympathie au Président, au Gouvernement et au Peuple Namibien, et plus particulièrement à l'ancienne Première Dame Monica Geingob et la famille de Dr Hage G. Geingob.

Dans son message de circonstance,

Dans cette Edition:

page

Participation du Chef de l'Etat Burundais aux funérailles de S.E Hage G. Geingos, ancien Président Namibien

1

Le Chef de l'Etat Sud-Soudanais et Président en exercice de l'EAC effectue une visite de travail au Burundi

2

Le Programme des Nations Unies pour le Développement soutient les réformes macroéconomiques initiées par le Président Ndayishimiye

2

Le Président de la République dirige une retraite gouvernementale sur les réformes budgétaires

3

L'armée burundaise aux côtés du Président Ndayishimiye dans le développement du pays

4

Le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement a remis au Président de la République le prix du meilleur Ministre lui décerné par Business Executive Group Ltd.

5

Le Chef de l'Etat Burundais reçoit en audience la Secrétaire Générale Adjoint des Nations

6

La Première Dame reçoit en audience la Directrice régionale du Programme des Nations

7

le Chef de l'Etat Burundais a rendu hommage à une icône de la lutte pour la libération, un vrai panafricaniste, un champion de la démocratie, de la liberté, de l'égalité des droits de l'homme et de la réconciliation; une inspiration pour toute l'Afrique.

Il a rassuré du soutien du Gouvernement et du peuple Burundais durant ces moments de dures épreuves et

d'accompagner ce peuple endeuillé dans la prière, d'autant plus que la Namibie est un pays frère et ami avec lequel le Burundi entretient des relations diplomatique depuis 1990.

Son Excellence Evariste Ndayishimiye a clôturé ses propos en adressant une prière pour le repos éternel du frère et ami Dr Hage G. Geingob. **(Présidence)**

Le Chef de l'Etat Sud-Soudanais et Président en exercice de l'EAC effectue une visite de travail au Burundi



Le vendredi 23 février, 2023 Chef de l'Etat Sud-Soudanais et Président en exercice de la Communauté Est Africaine(EAC) Son Excellence Salva Kiir MAYARDIT a effectué une visite de travail au Burundi, dans le cadre des consultations qu'il a entamées pour le renforcement de la paix et la sécurité dans la Communauté Est Africaine.

A l'Aéroport international Melchior Ndadaye, il a été accueilli par le Ministre chargé des Affaires de la Communauté Est Africaine, de la Justice, des Sports et de la

Culture Mr Gervais Abayeho avant d'être conduit au Palais Ntare Rushatsi où il a été chaleureusement reçu par son homologue Burundais, Son Excellence Evariste Ndayishimiye.

Après des consultations élargies, les deux Chefs d'Etat se sont ensuite entretenus sur les questions relatives à l'intégration régionale et à la situation sécuritaire dans la région et à l'Est de la République Démocratique de Congo.

Dans un communiqué sanctionnant cette visite qui a été lu par le Secrétaire Général de l'EAC, Mr Peter Mutuku Mathuki, les deux Chefs d'Etat ont entre autres souligné l'urgence de mettre en œuvre le processus de Luanda afin d'éviter l'escalade de l'insécurité à l'Est de la RDC qui risque d'affecter les pays voisins.

Selon toujours le communiqué, le Chef de l'Etat Burundais et celui du Sud-Soudan ont par ailleurs noté la nécessité pour le Burundi et le Rwanda de mettre en œuvre les accords qui résultent du dialogue bilatéral qui avait eu lieu entre les deux pays, ceci en vue de renforcer les impératifs d'intégration de l'EAC qui incluent la libre circulation des personnes, des biens et des services. **(Présidence)**

Le Programme des Nations Unies pour le Développement soutient les réformes macroéconomiques initiées par le Président Ndayishimiye



Le vendredi 23 février 2023, le Président de la République du Burundi Son Excellence Evariste Ndayishimiye a accordé une audience au Palais Ntare Rushatsi, à Madame Ahunna Eziakonwa-Onochie, Sous-Secrétaire Générale, Administratrice Assistante et Directrice du Bureau Régional pour l'Afrique du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) au cours de laquelle ils ont échangé sur l'appui du PNUD dans l'implémentation des réformes macroéconomiques initiées au Burundi pour propulser l'économie nationale.

“Compte tenu des crises répétitives qui ont secoué le Burundi depuis son indépendance, nous sommes fiers de l'étape que le pays a déjà franchi”, a introduit le Chef de l'Etat mettant en exergue le potentiel de développement dont regorge le Burundi bien qu'il est encore en phase de démarrage de son développement socio-économique.

“Nous sommes en train d'étudier comment appuyer les projets entrepreneuriaux des jeunes et soutenir les femmes investies dans des activités agricoles”, a révélé la Sous-Secrétaire Générale du PNUD après avoir salué les projets et programmes du Gouvernement du Burundi orientés vers la promotion de la jeunesse et de la femme.

Mme Ahunna Eziakonwa-Onochie, au terme de sa

visite de 4 jours au Burundi, a par ailleurs tenu à féliciter le Numéro Un Burundais pour la paix et la sécurité qui règnent dans le pays et a réaffirmé l'engagement du PNUD à poursuivre son appui entre autres pour la consolidation de la paix au Burundi et le développement du pays.

Elle a de surcroît encouragé le Gouvernement du Burundi à revoir la loi régissant les investissements afin de promouvoir les investissements du secteur privé, l'implémentation du programme de digitalisation des institutions sans oublier la transformation des produits agricoles et le développement des infrastructures frontalières pour renforcer les échanges commerciaux pour ainsi booster l'économie nationale. **(Présidence)**

Le Président de la République dirige une retraite gouvernementale sur les réformes budgétaires



Sous l'égide du Président de la République du Burundi, Son Excellence Evariste Ndayishimiye, il s'est tenu au palais Ntare Rushatsi, une retraite gouvernementale du 22 au 23 janvier 2024. Etaient conviés à cette retraite les Chefs de Bureau à la présidence de la République, les Ministres et leurs Secrétaires Permanents ainsi que les experts de la Banque Mondiale et du Fond Monétaire International(FMI).

Dans son mot de bienvenue le Ministre des Finances, du Budget et de la Planification au Développement, Monsieur Audace Niyonzima a indiqué que le Burundi a déjà entamé une nouvelle réforme budgétaire basée sur les résultats Budget-programme conformément aux recommandations de la retraite de 2022.

C'est ainsi que les documents stratégiques comme le PTBA (Plans de Travail et Budget Annuel) aligné au Plan National de Développement (PND) 2018-

2027 ont été élaborés.

Selon le Ministre Audace Niyonzima, pour réussir cette réforme budgétaire, des renforcements de capacités à tous les acteurs impliqués dans le processus financier s'avèrent nécessaires. Il a indiqué que c'est dans cette perspective que le ministère en charge des finances a mis en place un plan de formation continue à cet effet. Lors de l'ouverture de la retraite gouvernementale, Son Excellence Evariste Ndayishimiye a dit que la retraite a été organisée au moment où le Gouvernement du Burundi vient de se doter de la vision 2040-2060. Selon lui: "Qui ne planifie pas pour un avenir meilleur, planifie sa chute".

La mise en œuvre de cette vision s'accompagne de réformes et d'une planification scrupuleuse, pour asseoir des bases solides, a ajouté le Chef de l'Etat.

Le Président de la République a insisté qu'il est impératif d'approfondir nos réflexions sur la manière dont les réformes initiées dans les Finances Publiques peuvent contribuer à la réalisation de la Vision Burundi émergent en 2040 et développé en 2060.

Son Excellence Evariste Ndayishimiye a affirmé qu'il est difficile d'acquérir et d'intérioriser de nouvelles méthodes de travail répondant à de nouvelles exigences. Cependant, c'est en s'astreignant à la discipline du Budget- Programme qu'ils parviendront à mieux organiser l'économie du pays, a-t-il ajouté.

Certes, les Burundais ont besoin de s'imposer une nouvelle discipline où, à travers le Budget-Programme, chaque acteur est tenu à montrer les projets qu'il envisage de réaliser et a l'obligation de produire des résultats.

tats. C'est une culture à développer, a précisé Evariste Ndayishimiye.

Le Président de la République a invité les membres du Gouvernement qui sont les premiers responsables à s'approprier des recommandations issues de cette retraite et de les mettre en œuvre chacun en ce qui le concerne. Le Burundi a besoin des leaders éclairés et visionnaires, pour remettre notre pays sur les rails du développement.

Il a demandé aux participants de la retraite Gouvernementale sous la direction des Experts de la Banque Mondiale et du Fonds monétaire international (FMI) et ceux qui ont réussi les réformes similaires qu'à celles initiées au Burundi, pour explorer des questions profondes y relatives, partager des expériences et éclairer leur intelligence.

Bien plus qu'ils sont sur un chemin de non-retour,

toutes les Institutions Etatiques et tous les secteurs de l'Administration Publique doivent basculer en mode Budget-Programme. Le Chef de l'Etat a insisté sur l'importance de maîtriser toutes les dimensions, la démarche et la méthodologie.

Il a ajouté qu'ils doivent comprendre tous les mécanismes et tous les principes de la budgétisation axée sur les résultats pour mieux orienter les décisions de la politique publique à tous les niveaux de la vie nationale. Il a enfin attiré l'attention aux participants, particulièrement les Ministres et les services ministériels concernés par le thème du jour, et les invités à tout faire pour avoir une vision d'ensemble sur les avancées et les perspectives d'avenir dans la mise en œuvre de la réforme du budget programme, afin d'avoir une gestion axée sur les résultats. **(Présidence)**

L'armée burundaise aux côtés du Président Ndayishimiye dans le développement du pays



Le jeudi 22 février 2024, le Président de la République du Burundi Son Excellence Evariste Ndayishimiye a inauguré, dans la capitale économique de Bujumbura, une Coopérative d'Epargne et de Crédit pour l'Auto-Développement des Militaires (CECADM) en sigle et une Microfinance des sous-officiers Solidarité pour la Promotion d'Epargne et de Crédit (SOPEC) en sigle.

"Quand il y a beaucoup de corrompus dans le pays, même les hommes intègres ont cette marque. Nous avons besoin de faire notre business dans la transparence" a dit le Président de la République du Burundi en s'adressant aux gestionnaires des banques et microfinances leur demandant de s'impliquer dans leur déve-

loppement tout en jouant pleinement leur rôle très important dans le succès de la Vision d'un Burundi Emergent en 2040-Burundi Développé en 2060.

Le Numéro Un burundais ne cesse d'apprécier le rôle primordial du secteur privé. Il a alors remercié les initiateurs desdits projets avant de les appeler au soutien des autres pour permettre l'accès facile aux crédits moyennant de petits taux d'intérêt.

Le Chef de l'Etat burundais a été satisfait de la devise de SOPEC Microfinance et du CECADM qui sont respectivement «Le développement pour tous» et «Une arme contre la pauvreté» qui, visiblement abondent dans

le sens de la devise «que chaque poche ait de l'argent et que chaque bouche ait à manger.»

Il a également encouragé les deux établissements financiers à servir de voie privilégiée de développement pour les militaires et leurs familles, et le pays en général.

Le Président Ndayishimiye a également recommandé aux microfinances d'user de la tactique d'approche des membres, et a découragé les escrocs dans ce secteur.

Il a toutefois encouragé la Banque de la République du Burundi (BRB) pour son suivi régulier qui permet à ces établissements financiers d'arriver aux résultats escomptés. **(Présidence)**

Le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement a remis au Président de la République le prix du meilleur Ministre lui décerné par Business Executive Group Ltd.



Le mercredi 21 février 2024, le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement, Ambassadeur Albert SHINGIRO a été reçu en audience par le Président de la République, Son Excellence Evariste NDAYISHIMIYE, au palais Ntare Rushatsi.

Pour Ambassadeur Albert SHINGIRO, l'objectif de

cette visite était de remettre le prix à Son Excellence le Président de la République, Chef suprême de la diplomatie burundaise parce que c'est grâce à ses orientations et conseils que Ambassadeur Albert SHINGIRO a pu réussir.

En effet, ce prix lui a été décerné par Business Executive Group Ltd, lors de l'évènement de la bonne gouvernance en Afrique, prix 2024, le jeudi 08 février 2024 à Port-Louis en île Maurice.

Le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement, Ambassadeur Albert SHINGIRO s'est réjoui de cette initiative et n'avait pas manqué de dédier ce prix depuis sa réception à Son Excellence le Président de la République du Burundi en particulier et aux Burundais en général.

Signalons que le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement, Ambassadeur Albert SHINGIRO a félicité tous les lauréats des prix décernés par Business Executive Group Ltd. Parmi ces lauréats figuraient un premier ministre, un ancien chef d'Etat et huit Ministres. (MAECD)

Le Président Burundais investi dans le combat contre la pauvreté



Le 20 février 2024, le Président de la République du Burundi Son Excellence Evariste Ndayishimiye a réuni à Bugarama, dans la Province Muramvya les Hauts Cadres du Ministère l'Elevage, de l'Agriculture et de l'Environnement pour évaluer la saison culturale A et le pas déjà franchi dans cette lutte dans la lutte contre la pauvreté.

Au cours de cette réunion d'évaluation, le Ministre de l'Environnement, de l'Agriculture, et de l'Elevage, et de Ir. Prosper Dodiko a fait savoir qu'en

général la production agricole de la saison culturale A est bonne, surtout pour la culture du maïs grâce à la disponibilité à temps des semences et d'engrais qui, subventionnés par le Gouvernement burundais, comptent parmi les raisons de cette réussite.

Dans son discours, le Chef de l'Etat a fait un appel aux participants nommés commandants du développement, à bien coordonner et à servir d'exemple aux agro-éleveurs afin d'accroître considérablement la production pour que chaque bouche ait à manger, chaque poche de l'argent et ainsi exporter le surplus.

Le Président Ndayishimiye les a exhortés à favoriser la mobilisation des investissements privés, à travailler en étroite collaboration avec ce secteur et ainsi prétendre l'amélioration du secteur agricole du pays visant à promouvoir l'agro-business.

Ainsi, le Numéro Un Burundais les a conseillés à se servir des indicateurs de la vision du Burundi sur le plan agro- pastoral pour l'établissement du plan straté-

gique du Ministère afin de créer une nouvelle ère dynamique qui conduira le pays à l'éradication de la pauvreté, ennemi commun du peuple burundais.

Vu son engagement dans la lutte contre la pauvreté, le

Chef de l'Etat a recommandé qu'une réunion trimestrielle soit organisée pour rencontrer les Hauts Cadres du Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture, et de l'Élevage et poursuivre l'évaluation. **(Présidence)**

Le Chef de l'Etat Burundais reçoit en audience la Secrétaire Générale Adjoint des Nations Unies



Le mardi 20 février 2024, le Chef de l'Etat Burundais Son Excellence Evariste Ndayishimiye a reçu en audience à Bugarama, province Muramvya, Madame Ahunna Eziakonwa, Secrétaire Générale adjoint des Nations Unies, Administrateur Adjoint du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et Directeur du Bureau Régional du PNUD pour

l'Afrique en visite au Burundi.

Leurs échanges ont porté sur le renforcement des relations de coopération entre le PNUD et le Gouvernement Burundais à travers les secteurs de l'éducation visant la promotion de l'innovation dans les universités burundaises. Un centre technologique de l'innovation sera créé, et permettra aux jeunes burundais de prendre goût à la créativité qui, au bout de quelques années changera l'image du pays.

Madame Ahunna Eziakonwa a félicité le Chef de l'Etat Burundais pour la stabilité politique et sécuritaire du pays et d'évoquer l'introduction d'un programme d'urgence visant à relever le niveau de vie des communautés rurales.

Son Excellence le Président de la République du Burundi lui a promis une étroite collaboration pour l'aboutissement de tous ces projets qui rentrent dans la vision du pays. **(Présidence)**

Le Président Ndayishimiye libère 558 détenus poursuivis pour infractions mineures



Dans la matinée du 19 février 2024, à la prison de Rutana, le Chef de l'Etat Burundais a accordé la grâce à 558 prisonniers sélectionnés dans différents établissements pénitentiaires du Burundi, poursuivis pour infractions mineures. Cela rentre dans le cadre des promesses tenues dans l'objectif de

désengorger les prisons mais également de mettre à contribution du développement tout burundais qui n'est pas en état de nuire.

Les Hauts Cadres du Ministère de la Justice, les Administratifs de la province Rutana ainsi que les détenus ont chaleureusement accueilli Son Excellence Evariste Ndayishimiye et sur les visages de ces derniers se lisait une lueur d'espoir qui s'ouvre à eux.

Monsieur Olivier Nibitanga, Gouverneur de la Province Rutana a, dans son mot d'accueil, indiqué que les habitants de sa province s'attachent aux travaux de développement sans aucun souci, en démontre le bureau provincial construit en étage depuis 2020 qui, aujourd'hui est en phase de finissage.

Le Procureur Général de la République, Monsieur Léonard Manirakiza, a quant à lui, révélé les critères sur base desquels a été fait le choix des détenus mise en

liberté. Il s'agit notamment de ceux qui ont déjà purgé leur peine mais n'ayant pas encore payé l'amende leur infligé, de ceux qui ont purgé le quart de leur peine et de ceux dont les dossiers sont toujours en cours d'exécution.

Le Père de la nation, toujours soucieux du bien-être de son peuple, a prodigué divers conseils à ces prisonniers, libérés après analyse minutieuse de leurs dossiers par une commission nationale créée pour la mise en exécution de la volonté du Chef de l'Etat.

Le Président de la République du Burundi est, dans ses conseils, revenu sur les textes de la constitution du Burundi expliquant le rôle de tout citoyen qui doit respecter son proche, ses biens et le cadre régle-

mentaire du pays.

Il leur a relaté les multiples richesses que regorgent le Burundi pour les inciter à aimer leur patrie à se mettre ensemble avec les autres dès leur sortie pour faire du Burundi un pays Emergent en 2040 et Développé en 2060.

Tout en félicitant le Ministère de la Justice d'avoir travaillé avec assiduité pour faire aboutir aussi rapidement son vœux, le Chef de l'Etat a aussi fait appel à la population burundaise en générale de faire désormais confiance à l'institution juridique burundaise et à accueillir convenablement, sans préjugés ni amertume ces citoyens qui rentrent dans leurs familles respectives après leur détention. **(Présidence)**

La Première Dame reçoit en audience la Directrice régionale du Programme des Nations unies pour le développement(PNUD)



Le mercredi 21 février 2024, la Première Dame du Burundi Son Excellence Angeline Ndayishimiye a reçu en audience Madame Ahunna Eziakonwa, Secrétaire Générale Adjoint, Administratrice assistante et Directrice du bureau régional du Programme des Nations unies pour le développement(PNUD) pour l'Afrique. Leurs échanges ont porté sur la promotion de la femme et l'appui dans les activités de développement du pays.

A la sortie de l'audience, Madame Ahunna Eziakonwa a informé la presse qu'elle a apprécié tous les

efforts que la Première Dame du Burundi déploie à travers la fondation bonne action umugiraneza et son bureau de l'Office de la Première Dame pour le Développement au Burundi (*OPDD-Burundi*), pour soutenir des projets en rapport avec le développement du pays ainsi que ses activités en rapport avec la promotion et l'autonomisation des femmes.

Elle a promis que le Programme des Nations Unies pour le Développement(PNUD) en collaboration avec les autres agences du système des Nations Unies, va continuer à appuyer ses activités.

Madame Ahunna Eziakonwa a également fait savoir qu'un groupe de médecins vont venir en mission au Burundi pour appuyer en soins, les femmes souffrant de fistules obstétricales, précisant que plus de 50 femmes vont être opérées. Elle a aussi souligné qu'en plus des centres Humura de Gitega et Rumonge mis en place par le PNUD, un autre projet relatif à la construction du centre Humura de Kayanza va être mis en œuvre, pour décentraliser de tels centres, en vue d'aider les victimes des violences basées sur le genre, en soins de santé et porter plainte afin que les auteurs soient jugés. **(RTNB)**

La fondation Al-Maktoum remet 39 machines à coudre à la fondation Bonne action Umugiraneza

Dans le cadre du partenariat entre la fondation Al-Maktoum et la fondation Bonne action Umugiraneza, le Représentant légal de la fondation Al-Maktoum au Burundi, Mon-

sieur Hashim Mohamed Ibrahim, a remis jeudi le 22 février 2024, 39 machines à coudre, des accessoires et des rouleaux de tissus à la fondation Bonne action Umugiraneza présidée par la Première Dame de la



République du Burundi, S.E Angeline Ndayishimiye.

Monsieur Ibrahim a fait savoir que ce matériel de couture est octroyé pour soutenir les projets de la fondation Bonne action Umugiraneza. Les bénéficiaires seront des femmes veuves et des filles qui n'ont pas eu la chance d'aller à l'école, qui auront terminé des séances de renforcement des capacités en couture. Ces séances seront dispensées par la fondation Al-Maktoum.

Il a estimé que le métier de couture permettra à ces femmes et filles de combattre la pauvreté, expliquant qu'elles auront les moyens financiers de résoudre certains problèmes sociaux et subvenir à leurs besoins fondamentaux. **(ABP)**

Le Chemin vers la Vision 2040-2060 : Un Prix à Payer



Convaincu que cette vision exige un dévouement, il souligne que ce prix doit être enraciné dans la piété. Il ne s'agit pas d'un combat facile, mais plutôt d'une lutte de longue haleine. Il appelle chacun à fournir des efforts considérables dans son domaine afin d'atteindre cet objectif d'ici 2060.

Le capital humain joue un rôle crucial dans la croissance économique, et chaque burundais doit s'acquitter d'un prix pour réaliser la vision du Gouvernement burundais : faire du Burundi un pays Emergent 2040 et Développé 2060. Ces paroles ont été prononcées par le Très Honorable Gélase Daniel Ndabirabe lors du culte dominical du 18 février 2024 à l'église Israël Church Burundi, en présence de certains députés.

En conclusion, le Président de la Chambre basse du Parlement affirme qu'il est prêt à tout mettre en œuvre pour accomplir la volonté de ses électeurs, à condition que celle-ci soit en accord avec la volonté divine. Il précise que mourir en réalisant la volonté de Dieu conduit directement à la vie éternelle, un but auquel chaque individu devrait aspirer. **(Assemblée Nationale)**

Le deuxième Vice-Président du Sénat s'associe à la population de la Commune Musongati dans les travaux communautaires

Samedi, le 24 février 2024, le Deuxième Vice-Président du Sénat, Honorable Fabrice Nkurunziza, accompagné du Gouverneur de la province Rutana, d'un Député élu dans cette circonscription, du Ministre de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique, des responsables militaires et de la police, des autorités administratives de la commune Musongati et de la province Rutana, s'est joint à la population de la commune Musongati dans les travaux de curage des caniveaux et du remblaiement de terre et de carrière sur la route qui relie la RN 8 Gitega-Rutana à la commune Musongati. Dans son message, Honorable Nkurunziza a interpellé



la population de cette province à continuer à faire les

travaux communautaires surtout pour la réhabilitation des routes et la construction des écoles et des centres de santé. Il leur a également demandé de veiller à la préservation et la protection des biens d'intérêt public.

Le deuxième Vice-Président du Sénat a ensuite, invité la population à promouvoir la culture du café , à

tracer les courbes de niveau sur les collines, à accorder une attention particulière à l'éducation de leurs enfants, à contrôler les naissances et à continuer à œuvrer en faveur de la paix et de la sécurité pour tous dans le but d'atteindre la vision nationale, pays Emergent en 2040 et Développé en 2060. **(Sénat)**

Retour du Premier Vice-président du Sénat d'une mission de travail effectuée en Angola



Le vendredi 23 février 2024, le Premier Vice-Président du Sénat, Honorable Denise Ndaye, est rentrée, d'une mission de travail effectuée à Luanda en Angola où elle a participé à la 64^{ème} assemblée parlementaire de l'Organisation des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) et à la 1^{ère} session de l'assemblée parlementaire paritaire OEACP-UE selon l'Accord de Samoa qui a remplacé celui de Cotonou.

Au cours de ces réunions, les participants ont traité

des points variés dont l'adoption des nouveaux règlements intérieurs, l'élection des membres des Bureaux des Assemblées parlementaires régionales et de l'assemblée parlementaire paritaire OEACP-UE.

Dans la réunion constitutive Afrique-Union Européenne tenue sous le thème: "Vers un partenariat animé par le citoyen : perspective de l'assemblée parlementaire régionale Afrique-UE: Accès à une énergie fiable, abordable et durable pour le partenariat Afrique-Union Européenne", il a été une occasion, pour le Premier Vice-Président du Sénat, d'exprimer la nécessité d'attirer les investisseurs dans le domaine des énergies au Burundi et de présenter les opportunités disponibles dans ce domaine. Par la même occasion, les délégations de l'Afrique ont soulevé la nécessité de la parité des membres du Bureau de la réunion exécutive Afrique-UE.

Honorable Ndaye a, en outre, fait savoir que parallèlement à ces différentes assemblées, il s'est tenu les forums des jeunes et des femmes dans lesquels les participants se sont penchés sur les problèmes qui minent la communauté. **(Sénat)**

Analyse du rapport de capacité de gestion budgétaire du ministère en charge de l'intérieur, réalisé par la cour des comptes



Le mercredi le 21 février 2024, les Députés de la chambre basse du parlement se sont réunis dans une séance plénière faite des questions orales adressées au Ministre de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité Publique, Monsieur Martin Niteretse. Ces



questions étaient centrées sur le rapport d'audit de capacité de gestion budgétaire dudit Ministère, réalisé par la cour des comptes pour la période de 2019/2020 à 2022/2023.

L'objectif de cet audit était de proposer des améliorations né-

cessaires dans la gestion budgétaire pour que le Ministère soit à la hauteur de la nouvelle méthode de gestion instituée par la loi organique relative aux finances publiques concernant le budget-programme.

D'après le rapport d'audit, l'analyse de l'évolution du bilan de gestion budgétaire alloué au Ministère au

cours des trois derniers exercices 2019/2020, 2020/2021 et 2021/2022 n'a pas été possible car, en 2020/2021, le Ministère a connu un changement structurel regroupant les services de trois Ministères. Les crédits alloués en 2021/2022 et en 2022/2023 n'ont pas été mentionnés dans ce rapport et l'analyse de l'évolution entre ces deux exercices budgétaires n'a pas été faite.

S'agissant du niveau d'exécution budgétaire par rapport aux crédits votés pour l'exercice 2021/2022, il s'observe que la rubrique « rémunérateur des salariés » a été exécutée à hauteur de 99,9%, la rubrique autres catégories des dépenses a été exécutée à la hauteur de 134,76%, l'investissement 66,08%. Le taux global d'exécution a été de 89,62%.

En matière de capacité de gestion du processus de l'élaboration budgétaire, la cour des comptes a constaté qu'elle a porté sur l'organisation de la fonction budgétaire et sur le processus budgétaire. L'évaluation de la fonction budgétaire a porté sur l'appréciation de l'organisation et des attributions des structures dédiées au processus budgétaire, l'examen du cadre dans lequel les activités nécessaires à la réalisation des objectifs sont planifiées, exécutées, suivies et contrôlées, l'appréciation des moyens humains et matériels mis à la disposition et des outils utilisés et aussi sur la coordination entre les structures chargées de la fonction budgétaire et les structures opérationnelles.

En ce qui est de l'examen du processus budgétaire, le constat est que le Ministère ne dispose pas de Cadre des Dépenses à Moyen Terme (CDMT) sectoriel comme l'exige l'article 18 du décret numéro 100/205 du 24/7/2012 portant sur la gouvernance budgétaire.

De même, concernant le processus de programmation de l'exécution budgétaire, la cour des comptes a remarqué que le Ministère de l'intérieur ne produit pas de document de programmation budgétaire initiale en début de l'exercice qui détermine les engagements et les liquidations au cours de l'année budgétaire, ne produit pas de plan d'engagement trimestriel. Il est constaté également que le Ministère ne produit pas de prévisions d'engagement trimestriel de passation des marchés publics et de liquidation portant sur toute période restante de l'exercice.

Concernant le processus de gestion des crédits, le constat est que le Ministère ayant la sécurité publique dans ses attributions n'a pas mis à la disposition de la Cour, les ordonnances matérialisant les transferts des crédits effectués pour en apprécier la régularité.

En ce qui est de l'analyse de l'exécution des crédits du personnel qui s'appuie sur la conformité aux dispositions édictées par le règlement général de gestion des budgets publics et de la gestion administrative du personnel, la cour des comptes a constaté que le Ministère ne produit pas de rapport sur la situation des effectifs et de suivi régulier du nombre d'agents travaillant pour son compte et sous son autorité, la direction des ressources humaines et de la promotion sociale ne dispose pas de logiciel approprié pour la gestion du personnel surtout en matière de suivi et d'évaluation de la carrière de tout le personnel. Sur un échantillon de 30 dossiers consultés, 29 de ces derniers manquent de certains documents exigés par le statut général des fonctionnaires comme diplôme, CV, extrait de casier judiciaire, affectation, bulletin de notation etc. S'agissant de l'évaluation de l'exécution des dépenses des biens et services à travers la passation et la gestion des marchés publics, il est constaté notamment que la personne responsable des marchés publics passé au bénéfice de l'hôpital de police est le directeur général de l'administration et gestion alors que c'est le directeur général de l'hôpital de police qui devrait l'être en vertu de l'article du code des marchés publics.

En ce qui concerne le processus de gestion de l'information budgétaire, il a été observé que le Ministère de l'Intérieur, du Développement communautaire et de la Sécurité publique ne produit pas de rapports d'exécution budgétaire.

En matière de capacité de contrôle interne, la cour des comptes a constaté que l'évaluation de la capacité de contrôle interne a porté sur les différentes composantes du contrôle interne qui sont l'environnement de contrôle, l'évaluation des risques, l'existence d'activités de contrôle, l'information et la communication. Au niveau de l'environnement de contrôle, il a été constaté que le degré d'engagement des responsables dans les démarches de contrôle interne est faible, pas de rapports physiques qui permettraient au gestionnaire de suivre le rythme d'exécution budgétaire.

Au cours des débats, les Députés ont exprimé leur inquiétude concernant les garages dégagés de la zone Buyenzi, suggérant qu'il faut rendre disponible des garages dans différents coins de la ville de Bujumbura pour favoriser les prestataires.

En ce qui concerne les échoppes des marchés de Bujumbura que l'Etat a octroyées aux locataires, les Députés ont demandé au Ministère de chercher des solutions acceptables pour les propriétaires de ces échoppes, afin d'éviter les conflits. **(ABP)**

Le Ministre des Infrastructures, de l'Équipement et des Logements Sociaux appelle les acteurs du secteur immobilier à respecter la loi



Le jeudi 22 février 2024, le Ministre des Infrastructures, de l'Équipement et des Logements Sociaux Monsieur Dieudonné Dukundane a effectué une descente dans différents quartiers de la ville de Gitega, pour examiner certaines constructions qui s'érigent de façon anarchique. Il a constaté que les gens commencent à occuper toute la parcelle en commençant la construction sur les bornes de la parcelle, alors que le permis de construire mentionne la façon dont l'immeuble doit être érigé, à l'intérieur de la parcelle. Pour Monsieur Dieudonné Dukundane, quand deux voisins construisent d'une manière contraire aux prescrits légaux, ils s'étouffent surtout quand il s'agit

des constructions en étage. Il a saisi cette occasion, pour lancer un appel à tous les acteurs du secteur de l'immobilier, à respecter scrupuleusement les consignes qui sont dans la lettre d'attribution. Cela concerne même ceux qui voudraient effectuer des modifications par rapport aux plans initiaux, a-t-il poursuivi.

Le Ministre Dieudonné Dukundane leur a rappelé d'avoir le courage de demander des autorisations avant de procéder à ces modifications. Il a également donné des instructions aux équipes de l'Office Burundais de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Construction (OBUHA) de vérifier et révéifier que toutes les constructions à travers tout le pays, sont en train d'être faites conformément à la loi, précisant que les contrevenants s'exposent à la rigueur de la loi. Pour le Ministre Dukundane, on ne peut pas se permettre de construire un pays dans l'anarchie.

Il a laissé entendre qu'il y a un recul exigé par la loi, par rapport aux bornes de la parcelle qu'il faut respecter quand il faut construire, pour donner vie à nos villes et pour qu'en cas d'incendie ou de raccordement d'eau et d'électricité, on puisse avoir de l'espace. **(Présidence)**

Lancement officiel du démarrage de la mise en œuvre des subventions 7^e cycle de financement (GC7) du Fonds mondial pour le Burundi



Le mercredi 21 février, 2024, le Ministre de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida, Dr. Lydwine Baradahana, en compagnie de la Sous-Secrétaire générale des Nations Unies en même temps l'Administratrice assistante du PNUD et Directrice du Bureau régional du PNUD pour l'Afrique, Madame Ahunna Eziakonwa, ont

procédé au lancement officiel du démarrage de la mise en œuvre des subventions 7^{ème} cycle de financement du Fonds mondial pour le Burundi (GC7), pour la période de 2024-2026, avec un montant de 160 millions de dollars américains.

A cette occasion, Dr Baradahana a indiqué que ce montant est réparti comme suit, 124 millions pour la lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme, et 36 millions pour la lutte contre le Covid-19. La gestion de ce financement est confiée au Programme des Nations Unies pour le développement au Burundi (PNUD), et assuré par un service du ministère de la Santé publique et de la Lutte contre le Sida qui est l'unité de Gestion et d'Appui au Développement Sanitaire (UGADS), a-t-elle ajouté.

Selon Dr. Baradahana, il s'agit d'un montant très consistant pour les trois prochaines années et qui aura un impact additionnel en matière des résultats déjà obtenus.

nus pour le VIH/Sida et la tuberculose. Elle a fait remarquer que la mortalité liée au paludisme continue à baisser de même que l'incidence liée à ce dernier.

Après les activités dudit lancement, la Ministre de la Santé publique et de la Lutte contre le Sida, a réceptionné un don de 11 véhicules de la part du PNUD, qui aideront le Ministère à mettre en œuvre leurs activités, no-

tamment la supervision au niveau des formations sanitaires et de la communauté.

Dr. Baradahana a précisé que parmi de ce don, 4 véhicules serviront pour la lutte contre le paludisme, 6 véhicules au programme national de lutte contre le Sida, tandis qu'un véhicule servira à la mise en œuvre des activités communautaires. **(ABP)**

L'administration provinciale recommande le respect du prix des graines de maïs



Le Gouverneur de la province Cankuzo (est du Burundi) Monsieur Boniface Banyiyezako, a tenu dimanche le 18 février 2024, une réunion de préparation de la campagne de collecte de la récolte

du maïs à l'intention des responsables administratifs, policiers et d'autres services impliqués dans ladite campagne qui a débuté lundi le 19 février 2024.

Aux inquiétudes liées à la mauvaise conservation de cette récolte, le représentant de la Coopérative d'investissement agro-pastorale (CIAP) dans cette province a fait noter que le matériel nécessaire est prêt.

Le Gouverneur Banyiyezako a appelé les participants à être vigilants. Ils doivent veiller à ce que le prix de vente des graines de maïs ne soit inférieur à 1700 FBu le kg tel que fixé par le Gouvernement. Il a également appelé la population à vendre des graines de maïs bien sèches et aussi à bien gérer l'argent issue de cette vente. Cette collecte aura lieu dans les 11 zones de la province Cankuzo. **(ABP)**

L'administration provinciale de Cankuzo exhorte les enseignants à donner le meilleur d'eux-mêmes pour une jeunesse intelligente et compétente



Le mardi le 20 février 2024, le Gouverneur de la province de Cankuzo, Monsieur Boniface Banyiyezako a exhorté, les enseignants exerçant dans sa province à travailler pour une jeunesse intelligente et compétente. C'était au cours d'une réunion qu'il a tenue à l'intention des acteurs impliqués dans le

secteur de l'éducation.

Comme l'a indiqué la Directrice provinciale de l'éducation à Cankuzo, Madame Jeanne Hakizimana, certains des enseignants s'absentent au service, d'autres arrivent en retard ou s'enivrent. Madame Hakizimana déplore aussi le cas des enseignants qui enseignent sans avoir préparé les leçons entraînant ainsi de mauvais résultats scolaires.

Le Gouverneur Banyiyezako a invité ces enseignants à s'auto-évaluer, à changer de comportement faute de quoi ils vont subir des sanctions administratives. L'autorité de la province de Cankuzo a également annoncé qu'il est désormais strictement interdit aux enfants de fréquenter les endroits où on projette les films. Monsieur Banyiyezako a rappelé que le combat de faire le Burundi Emergent en 2040 et Développé en 2060 concerne tout le monde d'où on doit fournir tous les efforts possibles pour une jeunesse intelligente et compétente. **(ABP)**

La saison culturale B bas son plein dans la province de Karusi



L est l'heure d'entamer la saison culturale B, selon le Directeur du Bureau Provincial de l'Environnement de l'Agriculture et de l'Elevage, Monsieur Jean Séverin Sinzobatohana, dans un appel lancé la semaine dernière aux cultivateurs, lors d'une interview accordée à l'ABP. «C'est le moment de commencer le semi des cultures de la saison agricole B notamment le haricot, le soja et la pomme de terre», a souligné Monsieur Sinzo-

batohana qui a conseillé aux agriculteurs de débiter le semi à partir du 15 février 2024 pour clôturer le 5 mars 2024.

Monsieur Sinzobatohana a tranquilisé ceux qui ont déjà commencé d'être prudents pendant le labour ou la semi dans un champ de maïs pour éviter la coupure des racines et plutôt élever plus de la terre autour du pied, un autre conseil qu'il donne. Il recommande également d'appliquer davantage les engrais chimiques et organiques pour ces nouvelles cultures surtout et éviter les dires que la fumure de la saison A suffise pour la suite. Les semences sélectionnées et la semi en ligne est obligatoire, les techniciens du BPEAE sont là pour les aider, ordonne le directeur du BPEAE. Relativement au haricot volubile et au petit pois, Monsieur Sinzobatohana conseille les supports solides et longs. Signalons qu'il rappelle que l'application de l'urée sur les cultures de riz avant le sarclage est nécessaire et que c'est le moment. **(ABP)**

Différents plans de plaidoyer sur la lutte contre les VBGs ont été proposés par les organisations de la société civile



Le mardi 20 février 2024, le Collectif des associations et ONGs féminines du Burundi (CAFOB), en collaboration avec l'association des femmes handicapées (AFH les Vaillantes) et International rescue committee (IRC), a organisé, à Gitega un forum de plaidoyer sur la lutte contre les violences basées sur le genre. Ce forum a mis en présence les représentants de l'administration communale et provinciale, les représentants du secteur de la Justice, les représentants du secteur éducatif ainsi que les représen-

tants du ministère de la solidarité nationale, des affaires sociales, des droits de la personne humaine et du genre depuis la commune jusqu'au niveau provincial. C'était dans le cadre de l'exécution du projet de renforcement de la société civile burundaise contre les violences basées sur le genre « PRESCIBU Tuyatuze ».

Le chargé du PRESCIBU, Monsieur Jean Marie Bizozza a signalé que l'objectif principal dudit forum était de présenter les actions des plans de plaidoyer élaborés par les organisations de la société civile «OSCs» qui exécutent ce projet afin de les enrichir.

Parmi les plans de plaidoyer élaborés et présentés par les organisations de la société civile dans le cadre de la lutte effective contre les violences basées sur le genre figurent le renforcement du projet « Tous à l'école ». Ce projet insiste sur la scolarisation des filles et la mise en place des établissements scolaires favorisant toutes les catégories des élèves y compris ceux qui vivent avec handicap.

Un autre plan de plaidoyer présenté, concerne l'implication à 50% des filles et femmes, dans les instances

de prise de décision au niveau collinaire d'ici décembre 2027. D'après Monsieur Bizoza, cela permettra aux victimes des violences basées sur le genre de révéler les violences subies en vue de bénéficier d'une assistance médicale et d'intenter des actions en Justice contre les auteurs de ces fléaux.

Citant le rapport du Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) en 2018, Madame Solange Nisabwe, Cheffe des projets au sein de l'association « les vaillantes », a fait remarquer que les femmes en situation d'handicap courent jusqu'à plus de 10 fois le risque d'être victimes de violence sexuelle. Madame Nisabwe a indiqué que 40 à 68% des jeunes femmes en situation d'handicap subissent des violences sexuelles avant

l'âge de 18 ans.

Partant des exposés des plans de plaidoyer, le chargé du PRESCIBU a invité les participants à ce forum, ainsi que d'autres acteurs impliqués dans le secteur de la lutte contre les violences basées sur le genre à s'approprier de ces plaidoyers et à redoubler d'efforts dans l'objectif d'éradiquer ce fléau qui touche non seulement la santé humaine mais également qui handicape le développement des familles et du pays. Il a, à cet effet, signalé que ce serait la meilleure façon de soutenir le président de la République Son Excellence Evariste Ndayishimiye dans sa vision du Burundi, pays Emergent en 2040 et Développé en 2060. **(ABP)**

Une centaine de personnes ont reçu des soins médicaux gratuits pour des pathologies chirurgicales



Environ 101 personnes ont subi des opérations chirurgicales gratuites pour le traitement de différentes pathologies chirurgicales lors d'une campagne qui a duré cinq jours, à partir du 17 au 22 février 2024 au chef du personnel au sein de la fondation Bena de Rutana (sud-est du Burundi), M. Ali Hussein, lors d'un entretien avec les médias.

Ladite campagne a été effectuée par des médecins spécialistes appartenant à un groupe appelé PELEX, en collaboration avec la fondation Bena opérant à l'hôpital du district sanitaire de Gihofi, en province Rutana, a indiqué Monsieur Hussein. Ces médecins chirurgiens, qui sont venus d'Egypte, ont traité des maladies comme le goitre, l'hydrocèle et d'autres pathologies chirurgicales.

Les patients ayant bénéficié ces traitements se sont réjouis que ce groupe de médecins leur ait aidé alors qu'ils avaient des problèmes liés aux moyens pour pouvoir se payer ces soins médicaux. Quant au médecin

directeur de l'hôpital du district sanitaire de Gihofi, Dr Claver Ndayikengurukiye, il a aussi remercié ce groupe d'intervenants. Le manque du personnel qualifié pour le traitement de ces maladies au Burundi où le peu de médecins spécialistes existants se trouvent dans la ville de Bujumbura, et le manque de moyens par la population rurale pour se payer ces services sanitaires sont à l'origine de la persistance de ces maladies dans la population.

Selon Dr Ndayikengurukiye, partant du fait que le manque d'informations au sein de la population sur les maladies qui peuvent être traitées à l'hôpital dont la responsabilité lui est confiée fait aussi que ces maladies perdurent pour ceux ayant déjà été atteints. Il a profité de l'occasion pour informer que certaines maladies comme la hernie, l'hydrocèle et le lipome sont traitées à l'hôpital de Gihofi, et que ce service est gratuit pour des enfants de moins de cinq ans.

Les patients ayant bénéficié ce service ainsi que le médecin directeur dudit hôpital ont remercié le groupe d'intervenants. Ils leur ont appelé à revenir afin que ceux qui n'ont pas eu la chance d'être soignés alors qu'ils s'étaient présentés à l'hôpital puissent aussi bénéficier de ces soins.

Dr Ndayikengurukiye souhaite que ces intervenants dans le domaine de la santé assistent l'hôpital de Gihofi en lui octroyant l'équipement non disponible mais qui pourrait aider le médecin local à traiter des pathologies chirurgicales qui n'y sont pas traitées à cause du manque d'équipement approprié **(ABP)**.

Le débordement des eaux pluviales a fait des ravages dans les quartiers de Kajaga et Kinyinya de la zone Rukaramu



Dans une visite effectuée mercredi le 21 février 2024 dans ces quartiers, l'Agence Burundaise de Presse (ABP) a constaté que certaines avenues de Kajaga sont devenues impraticables suite aux inondations. Cette situation perdure et inquiète les habitants de ces quartiers.

L'expert en prévention des risques et gestion des catastrophes hydrométéorologiques, Dr Athanase Nkuzimana a indiqué qu'à presque 500 m de la route Bujumbura-Gatumba, non loin de chez les Sœurs Missionnaires de la Charité dites de Calcutta ou à Congoman Hôtel, certaines avenues sont devenues impraticables à cause des inondations. L'eau a envahi les parcelles des habitations et les plantes aquatiques ont suivi.

Certains endroits se sont transformés en «petits lacs» et des jeunes gens y pratiquent déjà la pêche. Certains propriétaires des maisons ont déjà vidé les lieux. Les portails sont bien cadenassés. D'autres propriétaires des maisons essaient de se débrouiller pour accéder à leurs parcelles. Ils ont, désespérément, installé ou disposé des sacs remplis de sable pour bloquer l'eau.

« Un travail coûteux et peine perdue. C'est vraiment très difficile. Là, j'ai dû dépenser beaucoup d'argent pour essayer de protéger ma maison. L'achat des

sacs, du sable et la main-d'œuvre », a expliqué un habitant de la localité de Kajaga, regrettant que tous ces efforts semblent vains : « Cela n'a malheureusement pas empêché que l'eau envahisse la maison ». Les habitants du quartier Kajaga rencontrés sur place demandent aux autorités d'installer des canaux d'évacuation des eaux : « En tout cas, si on parvient à canaliser l'eau vers une seule destination et à maîtriser les eaux pluviales, sûrement que notre quartier serait protégé ».

Ces habitants ont également signalé que l'une des causes de ces inondations est la montée des eaux qui traversent un ruisseau dénommé Kunzoga vers le lac Tanganyika.

« Ce ruisseau déborde et jette les eaux dans ces quartiers », ont déploré les mêmes habitants, exhortant les autorités de trouver des solutions pour gérer ces eaux et de reconstruire ce ruisseau à un niveau haut en vue d'éviter ces désagréments.

L'expert en prévention des risques et gestion des catastrophes hydrométéorologiques, Dr Athanase Nkuzimana, a fait remarquer que la ville de Bujumbura et ses environs sont situés en contrebas au versant du fossé d'affrontement. Il a expliqué que quand il y a des pluies torrentielles, les quartiers sont inondés quelques minutes après.

Il a été constaté que les innovations des quartiers Kajaga et Kinyinya résultent du manque de caniveaux, explique Dr Nkuzimana. Il conseille au gouvernement burundais de tracer des caniveaux en vue d'éviter ces dégâts car, précise-t-il, certains facteurs qui causent des inondations dans les quartiers de Bujumbura sont notamment le changement climatique, le manque de caniveaux et la montée des eaux du lac Tanganyika. (ABP)

Vaccination des veaux contre la maladie de theileriose

L'ONG ACORD a procédé, depuis le vendredi 23 février, 2024 à la vaccination contre la maladie de theileriose. Cette activité qui se réalise dans le cadre du projet Accelerated Innovation Delivery Initiative Project AID-I

GRL Kugwiza vise à immuniser 300 veaux (mâle et femelle), contre cette maladie qui fait rage parmi les veaux et qui est à la base de plusieurs décès. L'objectif de cette vaccination est de contribuer à la bonne santé des bovins et au repeuplement du cheptel surtout que beaucoup de programmes ont distribué des bovins dans différentes communes du pays. Les veaux con-



cernés sont ceux ayant entre trois mois et une année des communes Ngozi, Marangara et Mwumba.

Monsieur Emmanuel Nduwimana, l'un des bénéficiaires de la colline Mushitsi en commune Mwumba rencontré sur le site de

Mushitsi a précisé : « je suis un jeune éleveur avec deux vaches et deux moutons. Je suis très content de cette vaccination. La theileriose est très dangereuse car elle a déjà tué beaucoup de veaux sur notre colline. En outre, elle nous coûte très cher lorsqu'il s'agit de faire soigner les veaux atteints». D'après lui, faire soi-

gner un seul veau ne coûte pas moins de 20 000Fbu. Il arrive souvent même que le veau meure après toutes ces dépenses. Il demande aux éleveurs de ne plus négliger et de faire vacciner leurs veaux.

L'ACORD Burundi, à travers son projet AID-I GRL Kugwiza, compte vacciner encore 600 veaux dont 300 dans la province Cibitoke et 300 autres dans Bubanza. Ce projet a un objectif d'amélioration de la résilience et la sécurité alimentaire et nutritionnelle des communautés à travers la diffusion des innovations. Il diffuse des semences améliorées, des variétés fourragères plus adaptées aux besoins des éleveurs, procède à la vaccination contre la theileriose et l'insémination artificielle des bovins. (ABP)

Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement

Département de la Communication

www.mae.gov.bi

Twitter: @MAEBurundi